



## **MARCHE DE SERVICES**

# **MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS ELECTRIQUES AU SIEGE DE L'ARS DE GUYANE**

*Référence du marché : N°2025-01*

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

### **PROCEDURE :**

**Marché passé selon une procédure adaptée,  
en application des articles L 1111-4, L 2123-1, R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-5, R 2131-12 1°,  
R 2132-1 à R 2132-14 du Code de la Commande Publique**

## SOMMAIRE

CHAPITRE I : PRESCRIPTIONS GENERALES .....	3
Article 1 : Objet du cahier des clauses techniques particulières .....	3
Article 2 : Règlements et normes .....	3
Article 3 : Qualité et origine des matériaux .....	4
CHAPITRE2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	5
Article 1 : Prise en charge et remise des équipements en fin de marché.....	5
Article 2 : Conditions et modalités de la maintenance .....	5
Article 3 : Contenu des prestations.....	5
Article 4 : Objectifs de résultats .....	6
Article 5 : Maintenance .....	6
5.1. Maintenance préventive .....	7
5.2. Maintenance corrective .....	7
Article 6 : Pièces de rechange et consommables.....	9
6.1. Matériel prévu au présent marché .....	9
6.2. Matériel à fournir suivant attachements et localisation .....	9
6.3. Matériel non prévu au présent marché.....	9
Article 7 : Vérifications réglementaires.....	9
Article 8 : Obligation de conseil et assistance .....	9
8.1. Obligations de conseil et d'information.....	9
8.2. Assistance.....	10
8.3. Assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement .....	10
Article 9 : Obligations de l'acheteur .....	10
Article 10 : Organisation des interventions.....	11
10.1. Interventions sur site .....	11
10.2. Réunion annuelle .....	11
Article 11 : Transmission d'informations .....	12
Article 12 : Contrôle des prestations.....	13

### Article 1 : Objet du cahier des clauses techniques particulières

Le présent CCTP concerne le marché de maintenance des installations et équipements électriques du bâtiment siège de l'ARS de Guyane situé 56 avenue Alexis BLAISE - 97300 Cayenne.

Il a pour objet de définir les conditions techniques relatives à une opération comportant :

- La maintenance préventive annuelle
- La maintenance corrective
- La fourniture de toutes les pièces de rechange et consommables,
- Les vérifications réglementaires (hors visites réglementaires effectuées par un organisme agréé) de l'ensemble des installations et équipements électriques du bâtiment.

La liste de ces installations figure en annexe. Cette liste donnée à titre indicatif doit permettre au prestataire d'apprécier la nature des opérations et les contraintes relatives à la maintenance. Il appartient au prestataire de compléter cette liste s'il le juge nécessaire car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

Les principaux postes qui font l'objet du présent CCTP sont :

#### Courant fort

- TGBT
- Armoires électriques secondaires
- Réseau de distribution électrique
- Prises et alimentations électriques Onduleurs (60 et 20 KVA)
- Éclairages intérieurs et extérieurs
- Groupe électrogène (essais périodiques uniquement)

#### Courant faible

- Téléphonie
- Réseau informatique Alarme intrusion
- Interphone

Les postes suivants ne sont pas concernés par le présent CCTP :

- Climatisation, ventilation, conditionnement d'air (CVC)
- Sécurité incendie.

### Article 2 : Règlements et normes

Les ouvrages réalisés dans le cadre du présent marché doivent être exécutés selon des techniques et à partir de matériaux, matériels et équipements conformes aux normes et DTU français les concernant ou, à défaut, avoir fait l'objet d'avis techniques délivrés dans le cadre des dispositions de l'arrêté interministériel du 2 décembre 1969 relatif à la commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux ou équipements utilisés dans la construction.

Les normes et DTU applicables au présent marché sont ceux dont la liste est approuvée en tant que fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG). La liste des normes et DTU qui suit n'est donc pas limitative et ne fixe aucun ordre de priorité. Elle a pour seul but d'attirer l'attention du prestataire sur certains textes relatifs aux travaux concernant le présent marché.

Les installations décrites au présent CCTP seront exécutées conformément aux textes ci-après :  
Code du travail et en particulier les articles R 232-2 et suivants.  
Règlement sanitaire départemental type.

- DTU 21.
- DTU 26.2.
- DTU 51.2.
- DTU 53.1.
- DTU 60 à 60.41 relatifs aux installations de plomberie – sanitaires.
- DTU 61.1 relatif aux installations de gaz.
- DTU 65, 65.7 & 65.8 relatifs aux installations de chauffage – ventilation.
- DTU 68.2 relatif à l'exécution des installations de ventilation mécanique.
- DTU 70 relatif aux installations électriques.
- Règles Th.G Janvier 1991 relatif aux calculs des coefficients GV, BV et C.
- Arrêté du 24 mars 1982 modifié le 28 octobre 1983 relatif à l'aération des logements.
- Décret du 14 novembre 1988, réglementation publique pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail, en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Décret du 22 octobre 1979 relatif à la limitation des températures ambiantes.
- Arrêté du 4 juin 1982 relatif à la sécurité des établissements.
- Arrêté du 23 mars 1965, approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, règlement modifié ou complété par les arrêtés des 4 mars 1969, 15 novembre 1971, 31 octobre 1973, 19 janvier 1976, 4 novembre 1976, janvier 1978, 10 juillet 1978, 1<sup>er</sup> août 1979 et 25 juin 1980.
- Norme de la classe AEP et T pour les canalisations.
- Norme P50-401 relative aux conduits aérauliques circulaires en tôle d'acier galvanisé agrafée en hélice.
- Norme C15-100 relative aux installations des équipements électriques.
- Travaux de dallage – Règles professionnelles.
- Règles de calcul de béton armé (CCBA, BAEL) en vigueur.

Si, en cours de travaux, de nouveaux règlements entraient en vigueur, le prestataire serait tenu d'en référer par écrit à l'acheteur.

Les textes de bases énoncés dans les chapitres suivants ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables à l'installation.

### **Article 3 : Qualité et origine des matériaux**

Le prestataire devra présenter un échantillonnage complet des matériaux utilisés le cas échéant.

Pour le matériel spécifique, le prestataire fournira, pour chaque appareil, une documentation complète accompagnée des caractéristiques techniques et des procès-verbaux d'essais en usine.

Les marques de fabricants figurant dans le présent document sont données à titre indicatif. Cependant, la qualité, les caractéristiques et l'aspect devront correspondre aux spécifications

### Article 1 : Prise en charge et remise des équipements en fin de marché

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux, des installations et des équipements dont il assurera la maintenance.

Le prestataire prend en charge toutes les installations et tous les équipements en l'état, existants, en service ou à l'arrêt dans l'ensemble du bâtiment. Les limites physiques à partir desquelles le prestataire doit les prestations d'entretien sont les suivantes :

- Courant fort : l'ensemble des appareils et accessoires permettant la production (groupe électrogène), la distribution et l'alimentation en électricité et se trouvant sur le site de l'ARS Guyane. Sont également concernés les appareils suivants : onduleurs, prises électriques et éclairages intérieurs et extérieurs.
- Courant faible : l'ensemble des appareils et accessoires concernant la téléphonie, le réseau informatique, l'alarme intrusion et interphone et se trouvant sur le site de l'ARS Guyane.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le prestataire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

La documentation technique, schéma des appareils, instructions du constructeur, dossier technique simplifié, plans, etc., restent la propriété de l'acheteur ; elle n'est utilisée par le prestataire qu'à seule fin d'exécution du marché et est mise à jour par ses soins en cas de modifications des équipements consécutives à ses interventions.

Le prestataire sera tenu de respecter et d'utiliser tout repérage (pour les bâtiments et équipements) mis en place ultérieurement à la prise de fonction.

### Article 2 : Conditions et modalités de la maintenance

L'acheteur s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter sans l'accord du titulaire toute opération de maintenance autre que celle dont l'exécution lui incombe conformément au présent CCTP.

Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies au présent CCTP.

La maintenance étant effectuée dans les locaux de l'acheteur, la période d'intervention s'étend de sept heures à dix-sept heures du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur assure aux préposés, du titulaire, chargés de la maintenance et qu'il a agréés l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

### Article 3 : Contenu des prestations

Le prestataire accepte de prendre en charge l'exploitation et la maintenance des équipements dans les conditions et selon l'obligation de résultats figurant au présent marché.

Le prestataire doit dans le cadre de ses obligations contractuelles :

- Assurer le bon fonctionnement des équipements concernés par le marché et doit donc mettre en œuvre, l'organisation la mieux adaptée aux spécificités des sites et tous les moyens nécessaires pour arriver à cet objectif. La liste des interventions décrite en annexe, ainsi que leur fréquence, permettent d'évaluer ou de définir d'une manière générale les moyens minimums nécessaires pour

atteindre cet objectif, elle n'est donc pas limitative et peut être complétée par le prestataire pour tenir compte des spécificités des installations et des équipements, des instructions du constructeur et de l'évolution des textes réglementaires ;

- S'assurer que les organes secourus par les installations et équipements qu'il entretient le sont effectivement ; la destination de l'intervention n'est pas la réalisation de l'intervention (obligation de moyens), mais l'assurance du fonctionnement au moment opportun des organes finaux qu'il met en œuvre (obligation de résultats dans le cadre d'une chaîne opérationnelle d'équipements) ; Cette disposition devra être assurée par un ensemble d'actions, de vérifications ou d'essais qui seront mentionnés dans le rapport d'intervention ; ce dispositif n'exige pas que l'ensemble des éléments secourus soit vérifié individuellement (à moins qu'ils fassent partie des éléments à maintenir dans le cadre du présent marché) mais que la chaîne des équipements soit opérationnelle selon le principe de fonctionnement suivant lequel elle est conçue initialement ;
- Assurer l'essai de basculement des Sources d'Alimentation Electrique Normal/Secours en mobilisant un technicien spécialisé dans le domaine de la Haute Tension en travaux H2V essais afin de :
  - Réaliser les manœuvres nécessaires et appropriées sur les cellules Haute Tension simulant une perte de la source de tension normale fournie par EDF,
  - Vérifier le basculement de l'inverseur entre les modes normal et secours au niveau du TGBT, pour simuler le retour de la source de tension normale provenant d'EDF,
  - Confirmer le basculement de l'inverseur entre les modes normal et secours au niveau du TGBT, cette fois-ci en utilisant l'alimentation normale provenant d'EDF pour les charges,
  - Rédiger un rapport d'essai groupe électrogène.
- Assurer les interventions prévues par la réglementation en vigueur et notamment, les essais des installations et des équipements. La fréquence de ces contrôles doit correspondre, d'une part, au minimum réglementaire et, d'autre part, au minimum technique permettant d'assurer aux installations et aux équipements un fonctionnement sans défaut. Toutefois, il ne se substitue pas, le cas échéant, aux contrôles réglementaires devant être effectués par un organisme de contrôle agréé par l'Etat : ces derniers étant pris en charge par l'acheteur ;
- Fournir les pièces de rechanges et consommables de l'ensemble des installations et des équipements objet du marché ;
- Assurer l'évacuation des pièces usagées et le retraitement, le cas échéant, par un organisme agréé dont l'attestation sera à fournir à l'acheteur ;

#### **Article 4 : Objectifs de résultats**

Aucune panne ou dysfonctionnement des équipements et installations objet du marché ne sera accepté lors des contrôles programmés ou inopinés.

La chaîne de fonctionnement doit être opérationnelle suivant son principe initial.

La mesure et le contrôle des résultats seront réalisés conformément à l'article « contrôles de prestations ».

#### **Article 5 : Maintenance**

La maintenance comprend l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou en mesure d'assurer un service déterminé.

Les prestations faisant l'objet du présent marché comprennent toutes les opérations :

- De maintenance préventive (systématique et conditionnelle) ;
- De maintenance corrective

### **5.1. Maintenance préventive**

Le prestataire doit effectuer :

- La planification et l'exécution de toutes les interventions de maintenance préventive déclenchées soit :
  - Par l'échéance d'une période pour la maintenance préventive systématique
  - Par un indicateur pour la maintenance préventive conditionnelle
  - A la suite d'une visite d'inspection des équipements
  - A la suite d'une demande de l'acheteur ou son représentant.
- La rédaction des comptes rendus d'intervention et la mise à jour
  - De l'historique des interventions effectuées sur l'équipement ou le matériel considéré
  - Des fiches de gestion des stocks le cas échéant.

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle résultent des constatations faites lors des visites systématiques. Elles sont limitées au remplacement des pièces reconnues défectueuses avant défaillance des équipements.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le prestataire doit, au titre du présent marché, au moins deux (2) visites annuelles dont au moins une visite d'entretien complet, sur l'ensemble des équipements.

Les visites systématiques de maintenance préventive peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations (maintenance corrective). Toutefois, le délai entre la date effective de visite et celle initialement prévue dans le planning annuel ne doit pas excéder deux (2) mois. Le prestataire en informera l'acheteur par courrier ou télécopie au moins trois (3) jours ouvrés avant l'intervention.

Les principes opératoires des visites de maintenance définis dans l'annexe I du présent marché sont les tâches minimales à réaliser lors de visites préventives.

### **5.2. Maintenance corrective**

Le personnel d'intervention du prestataire doit effectuer, pendant les jours ouvrés et dans le respect des délais stipulés aux articles « délais de dépannage » et « délais de remise en état fonctionnel », la maintenance corrective des équipements objet du marché.

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état des équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation. Elles sont de 2 types :

- Les dépannages ou maintenance palliative : remise en état de fonctionnement provisoire ;
- Les réparations ou maintenance corrective : remise en état de fonctionnement définitif.

Les prestations objet du marché comprennent toutes les interventions nécessaires au maintien des installations et équipements en état de fonctionnement et à un niveau réglementaire, sans limitation du nombre de ces interventions et de leur durée. De plus de petits travaux d'extension ou de modification des installations pourront être intégrés dans cette maintenance corrective.

À ce titre le prestataire doit effectuer :

- Toutes les interventions de maintenance correctives déclenchées :
  - À la suite d'une visite d'inspection des équipements
  - À la suite d'un contrôle programmé ou inopiné
  - À la suite d'une demande de l'acheteur.
- La rédaction des comptes rendus d'intervention et la mise à jour :
  - De l'historique des interventions effectuées sur l'équipement ou le matériel considéré

- Des fiches de gestion des stocks le cas échéant.

Le personnel d'intervention du prestataire doit être en mesure :

- De mettre en place tous les moyens nécessaires pour :
  - Assurer la sécurité des personnes et des biens,
  - Garantir les délais d'intervention, la continuité de service et les résultats définis dans le présent CCTP et ses annexes ;
- De coordonner les interventions des différents agents qualifiés, du constructeur, etc. qui seraient susceptibles d'intervenir.

Le prestataire mettra en place une organisation adaptée afin que son personnel compétent puisse être joint en cas de demande de l'acheteur ou de son représentant durant les jours ouvrés entre 7h00 et 17h00.

Sur simple appel téléphonique de l'acheteur ou de son représentant (confirmé par écrit ou par télécopie), les dépannages et réparations devront être effectués conformément aux délais stipulés à l'article « Délais de dépannage » du présent marché.

Pour les interventions de maintenance corrective et préventive, toutes les prestations d'entretien doivent être réalisées, cependant si le prestataire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses ateliers, il en informe au préalable l'acheteur afin que ce dernier mette en œuvre les dispositions qu'il juge nécessaires.

Le prestataire doit donc être pourvu d'un stock de pièces détachées correspondant aux équipements à vérifier.

#### Délais de dépannage

Le délai de dépannage est d'un (1) jour ouvré. Dans le cas d'un dysfonctionnement mettant en jeu la sécurité des biens et des personnes, l'intervention devra être immédiate.

Le temps est compté à partir du jour de l'appel si ce dernier est effectué avant 17H00 et à partir du jour ouvré suivant pour tout appel effectué après 17H00.

Le non-respect des délais de dépannage entraînera l'application des pénalités stipulées à l'article « Pénalités » du présent marché (CCAP).

#### Délais de remise en état fonctionnel

Le prestataire doit privilégier la réparation au dépannage. Le délai de remise en fonctionnement assurant la continuité de service ne doit pas excéder un (1) jour ouvré à compter du jour de l'intervention. Toutefois dans les cas où la durée d'interruption du service serait supérieure à un (1) jour ouvré, le prestataire peut effectuer un dépannage après avoir signalé à l'acheteur ou à son représentant, les dispositions qu'il envisage de prendre pour d'une part pour garantir la continuité de service pendant l'intervention et d'autre part, établir la remise en état définitive de l'équipement.

#### **Registre de maintenance**

Le prestataire complétera et signera le registre de maintenance se trouvant sur chaque site, il y consignera la nature des prestations effectuées (modèle en annexe 2 du CCTP) et y intégrera systématiquement ses fiches d'intervention. Il transmettra à l'acheteur une version informatique du registre, établie, s'il y a lieu, selon la trame informatique fournie par l'acheteur.



## **Article 6 : Pièces de rechange et consommables**

Est compris forfaitairement dans le marché, l'ensemble des pièces de rechange (hors cas de vandalisme avéré et généralisé sur l'ensemble immobilier) et consommables.

Dans le cadre des interventions pour la maintenance corrective, les pièces doivent être remplacées à l'identique. Toutefois, en cas de cessation de fabrication, un modèle similaire, répondant aux mêmes exigences technico-financières pourra être proposé à l'acheteur.

L'évacuation des déchets et autres pièces de rechange ainsi que leur retraitement éventuel est à la charge du prestataire au titre du présent marché global et forfaitaire.

Le matériel d'essai est fourni par le prestataire.

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie est mentionnée comme telle sur le registre de maintenance avec la période d'effet de la garantie.

### **6.1. Matériel prévu au présent marché**

Toutes les pièces défectueuses pour permettre le maintien et le bon fonctionnement des installations telles que cartouches, coupe-circuits, lampes, bobines, relais, éléments de batteries, cosses, piles, petits disjoncteurs, les ampoules à LED, les ampoules LED des couloirs, etc.

### **6.2. Matériel à fournir suivant attachements et localisation**

Tout matériel ou organe, tel qu'armoire, tableau, disjoncteur, transformateur, ensembles d'énergie d'éclairages de secours, etc. feront l'objet de devis avec localisation pour tous changements de matériel défectueux.

### **6.3. Matériel non prévu au présent marché**

Toute adjonction de matériel ou organe qui modifierait le nombre prévu au présent marché. Toute adjonction de luminaires, diffuseurs, hublots, projecteurs, accessoires... Les modèles de lampes proposées seront soumis à l'approbation : préférence pour le choix de modèle à LED.

## **Article 7 : Vérifications réglementaires**

Le prestataire aura à sa charge la réalisation de l'ensemble des vérifications réglementaires sur les installations et équipements objet du marché et cela conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, il ne se substitue pas, le cas échéant, aux contrôles réglementaires devant être effectués par un organisme de contrôle agréé par l'État, ces derniers étant pris en charge par l'acheteur.

Chaque vérification réglementaire doit faire l'objet d'un rapport détaillé reprenant l'ensemble des constatations et précisant les mesures correctives à prendre.

Le prestataire communiquera à l'acheteur, la liste des visites de contrôles réglementaires à sa charge et celles à la charge de l'acheteur. La liste fournie fera apparaître la référence des articles de lois auxquels le prestataire s'est référé pour rédiger cette liste.

## **Article 8 : Obligation de conseil et assistance**

### **8.1. Obligations de conseil et d'information**

De manière générale, le prestataire a une obligation de conseil et doit informer l'acheteur de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le prestataire doit :

- En tout état de cause, signaler à l'acheteur, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède ;
- Signaler les points de non-conformité des équipements et les aménagements qui seraient souhaitables pour optimiser les systèmes ou équipements ;
- Avertir l'acheteur de toute modification de la réglementation concernant les équipements objet du marché
- Conseiller l'acheteur sur les incidences techniques et financières résultant de toute modification des équipements
- Conseiller l'acheteur sur tout autre point ayant une incidence sur les équipements ou installations associées.

### **8.2. Assistance**

Le prestataire doit assistance à l'acheteur, par téléphone ou lors de réunions provoquées par l'acheteur pour tout complément d'information.

Le prestataire doit une assistance à l'acheteur, entre autres :

- Pour tout essai, contrôle, visite relative aux installations et aux équipements concernés par le présent marché ;
- En communiquant des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations comprises au forfait
- Lors de l'étude et de la mise en conformité imposée par l'évolution éventuelle de la réglementation ;
- Pour l'amélioration des performances ou de la fiabilité des équipements.

### **8.3. Assistance pendant la période de garantie de parfait achèvement**

Le prestataire assure le suivi des garanties constructeur et installateur. Pour cela, le prestataire :

- Assure les prestations de maintenance qui viennent en complément des garanties fournies par le Constructeur,
- Met en place l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer une continuité de service et minimiser les gênes occasionnés par le désordre ;
- Mène toutes les actions nécessaires pour faire appliquer la garantie de parfait achèvement
- Prend toute disposition pour informer l'installateur et l'acheteur des interventions qui doivent être effectuées par le constructeur dans le cadre de sa garantie ;
- Participe aux réunions.

Le prestataire assiste et apporte à l'acheteur l'ensemble des éléments nécessaires à la préparation de la réunion de fin de parfait achèvement (état sur les équipements, performances

## **Article 9 : Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- Permettre au prestataire l'accès aux installations et aux équipements sur lesquels il doit intervenir,
- Exécuter ou faire exécuter toutes prestations exclues du présent marché mais nécessaires à la bonne marche des installations et des équipements, selon préconisations écrites du prestataire signifiées clairement à l'acheteur.

- Avertir le prestataire au moins dix (10) jours ouvrés avant toute décision de travaux pour réparation ou modification des installations et équipements. Le prestataire sera alors fondé donner son avis et ses réserves sur la nature et l'opportunité des travaux envisagés.
- Fournir à la demande du prestataire toutes les informations dont dispose l'acheteur, qui soient nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

## **Article 10 : Organisation des interventions**

### **10.1. Interventions sur site**

Le personnel chargé des prestations doit se présenter au représentant de l'acheteur dès son arrivée dans l'ensemble immobilier. Le représentant de l'acheteur accompagnera l'agent du prestataire pendant la durée de la visite.

En cas d'impossibilité d'intervention le prestataire préviendra l'acheteur (par courrier ou télécopie), au moins une (1) semaine avant la date prévue. En tout état de cause, le prestataire doit s'organiser pour que tout retard soit résorbé le dernier jour de chaque mois.

### **10.2. Réunion annuelle**

Une réunion annuelle de maintenance est organisée par l'acheteur.

Le lieu et la date de la réunion seront déterminés par l'acheteur et communiqués au prestataire un (1) mois avant.

En tout état de cause la réunion annuelle s'effectuera au moins deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

L'objectif de cette réunion est :

- De suivre les prestations et de faire respecter les obligations contractuelles ;
- D'écouter et de répondre aux doléances et attentes, de l'acheteur, en matière de maintenance
- De préparer le budget investissement.

Les acteurs de cette réunion sont :

- Le représentant de l'acheteur
- Un assistant conseil, le cas échéant
- Le responsable opérationnel du prestataire

Lors de cette réunion le Responsable opérationnel du prestataire présente et commente :

- Les interventions les plus importantes effectuées au cours de l'année écoulée ;
- Les interventions les plus importantes, de maintenance préventive, programmées pour l'année à venir.
- Les documents demandés au titre du présent marché ;
- Les études demandées, dans le cadre de la mission d'assistance et d'obligation de conseil du présent marché, par l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'organiser une visite des locaux à la suite de la réunion annuelle.

En cas d'absence du responsable opérationnel du prestataire, le prestataire peut nommer un remplaçant à son représentant sous la condition expresse :

- Que l'acheteur soit informé trois (3) jours ouvrés avant le début de la réunion
- Que le remplaçant ait connaissance de l'ordre du jour et des dossiers en cours.

L'acheteur se réserve le droit de convoquer le responsable opérationnel du prestataire pour cadrer un point particulier relatif aux prestations du prestataire, ces réunions n'ouvrent pas droit à une rémunération complémentaire.

#### **Article 11 : Transmission d'informations**

**Le prestataire remettra à l'acheteur les documents suivants :**

- La liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément dix (10) jours ouvrés au moins avant la date de la première intervention,
- Un planning annuel d'interventions préventives remis un (1) mois après la notification du marché (adressé par courrier avec AR) pour approbation par l'acheteur
- La liste et le planning des visites de contrôles réglementaires à sa charge et celles à la charge de l'acheteur, un (1) mois après la notification du marché. La liste fournie fera apparaître la référence des articles de lois auxquels le prestataire s'est référé pour rédiger cette liste.
- Un programme d'intervention adressé par courrier ou télécopie, dix (10) jours ouvrés avant chaque début de mois précisant les dates et horaires des entretiens préventifs, des visites réglementaires ainsi qu'un récapitulatif de l'état d'avancement des visites et des interventions de maintenance corrective réalisées. Le prestataire doit mettre jour ce planning au fur et mesure de l'exécution des opérations de maintenance et doit à la demande de l'acheteur ou de son représentant faire un état précis de l'avancement des prestations
- Le rapport de vérifications réglementaires des équipements adressé par courrier deux (2) semaines après les visites ;
- Un compte rendu pour tout incident important comportant l'analyse des causes, les mesures prises pour assurer la continuité du service, les opérations de remise en état définitive et les délais de réparation, adressé par courrier ou télécopie cinq (5) jours ouvrés après l'intervention, Au préalable l'acheteur ou son représentant aura été immédiatement informé de l'incident par téléphone ;
- La version informatisée du registre de maintenance. Le registre de maintenance devra obligatoirement être actualisé à l'issue de chaque opération de maintenance ;
- Un bilan annuel détaillé et précis de l'état des équipements dont il assure l'entretien et la maintenance. Ce bilan doit faire apparaître :
  - La liste mise à jour des équipements entretenus ;
  - Une synthèse des incidents graves rencontrés durant l'année écoulée ;
  - Les anomalies constatées à l'occasion de visites de contrôles ;
  - Les évolutions de la réglementation applicable aux équipements ;
  - La mise en évidence de l'éventuelle insuffisance des équipements face à l'évolution des besoins (vis à vis de l'existant et des demandes de travaux neufs exécutés hors marché par le prestataire) ;
  - Au regard du budget d'investissement ; les incidences financières de l'évolution de la réglementation, de la vétusté et d'obsolescence des équipements, des améliorations.

Ce bilan doit déboucher sur l'énoncé des conséquences qui découleraient du fait de ne pas en tenir compte et sur des propositions adaptées aux déficiences qu'il aura permises de mettre en évidence.

Ce document sera remis au plus tard 10 jours ouvrés après la date anniversaire du marché, la remise de ce dernier conditionnant le dernier paiement annuel des prestations du présent marché.

En plus des documents papiers, toutes ces informations seront informatisées (logiciels WORD et EXCEL) et

transmises sur support informatique à l'acheteur en même temps que le rapport de visite annuel.

Pour l'ensemble des documents dans cet article, l'acheteur se réserve le droit d'une part de demander des précisions complémentaires aux informations diffusées et d'autre part de demander des modifications dans la présentation des documents.

### **Article 12 : Contrôle des prestations**

L'acheteur ou une société extérieure désignée par elle, pourra contrôler la bonne exécution des prestations dues au présent marché. Pour cela le prestataire mettra à disposition de l'acheteur et à sa demande une personne ainsi que le matériel nécessaire pour effectuer des visites de contrôle.

Si les résultats des opérations de vérification des prestations dénotent un non-respect du marché, le prestataire :

- Pourra faire l'objet de pénalités conformément à l'article « Pénalités » du CCAP du présent marché.
- Devra réaliser les travaux pour palier au dysfonctionnement dans les deux (2) jours ouvrés suivant le contrôle.

# **ANNEXE 1 AU CCTP : REGISTRE DE MAINTENANCE**

OPERATIONS DE CONTRÔLE ET D'ENTRETIEN	FREQUENCE DES VISITES
<b>COURANTS FORTS</b>	
<b>Tableaux généraux basse tension (TGBT)</b>	
▪ Dépoussiérage et nettoyage des caissons des tableaux basse tension	<b>A</b>
▪ Resserrage des connexions	<b>A</b>
▪ Vérification des appareils de contrôle	<b>S</b>
▪ Remplacement des lampes défectueuses	<b>S</b>
▪ Vérification et mesure de la résistance des prises de terre	<b>A</b>
▪ Vérification des valeurs d'isolement et de l'état des câbles	<b>A</b>
<b>Colonnes principales et secondaires</b>	
▪ Vérification des distributions et nettoyage	<b>A</b>
▪ Resserrage des connexions	<b>A</b>
▪ Vérification des valeurs d'isolement et de l'état des câbles de départ	<b>A</b>
<b>Tableaux divisionnaires et distributions intérieures</b>	
▪ Nettoyage et dépoussiérage de chacun des tableaux divisionnaires	<b>A</b>
▪ Vérification des contacts et resserrage des connexions	<b>A</b>
▪ Essais des télécommandes et des circuits	<b>S</b>
▪ Remplacement des lampes et signalisations défectueuses	<b>S</b>
<b>Éclairage de secours par bloc autonome</b>	
▪ Vérification des blocs autonomes	<b>A</b>
<b>Éclairages extérieurs et intérieurs</b>	
▪ Vérification de tous les éclairages	<b>A</b>
<b>Onduleur</b>	
▪ Vérification, entretien et maintenance des batteries	<b>S</b>
<b>Groupe électrogène</b>	
▪ Essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% de la puissance du groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de trente minutes. L'entretien du groupe électrogène est assuré par une entreprise de maintenance. Seuls les essais périodiques seront réalisés par le titulaire du présent marché.	<b>T</b>
<b>Installation de climatisation, ventilation et conditionnement d'air</b>	
▪ L'entretien de l'installation CVC est réalisé par l'entreprise de CVC. Seules les lignes d'alimentation sont comprises dans le présent contrat (en entretien, maintenance et dépannage)	<b>A</b>
<b>SB : selon besoin, M : mensuel, T : trimestriel, S : semestriel, A : annuel</b>	

# **ANNEXE 1 AU CCTP : REGISTRE DE MAINTENANCE**

OPERATIONS DE CONTRÔLE ET D'ENTRETIEN	FREQUENCE DES VISITES
<b>COURANTS FAIBLES</b>	
<b>Batteries de secours (batteries + chargeurs)</b> <b>Vérification, entretien et maintenance des batteries de :</b>	
▪ Alarmes	<b>S</b>
▪ Téléphone	<b>S</b>
<b>Installation « téléphone »</b> <b>Vérification :</b>	
▪ Les lignes intérieures et extérieures y compris les prises téléphoniques	<b>A</b>
▪ Les autocommutateurs et ou répartiteurs téléphoniques Les postes téléphoniques ne sont pas compris dans le marché.	<b>A</b>
<b>Installation « informatique »</b>	
<b>Vérification :</b>	
▪ Le câblage informatique existant hors baies de brassage et matériel actif.	<b>A</b>
<b>Détection « intrusion vol »</b>	
▪ Vérification des détecteurs jusqu'à la centrale d'alarmes	<b>S</b>
<b>SB : selon besoin, M : mensuel, T : trimestriel, S : semestriel, A : annuel</b>	

ANNEXE 2 AU CCTP :  
REGISTRE DE MAINTENANCE

VERIFICATION -ENTRETIEN MATERIEL

Date passage	Nom du vérificateur	N° ordre équipement	Opérations effectuées (1)	Durée (2)	Signature prestataire	Signature de l'acheteur

Maintenance préventive ne nécessitant pas de remise en état : MP/RAS.

Maintenance préventive avec remise en état : MP + liste pièces remplacées

Maintenance corrective : MC + liste pièces remplacées

(1) Préciser le nom et la fonction

(2) pour Maintenance corrective uniquement



## **ANNEXE 3 AU CCTP : PLANS DES LOCAUX**



# COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE

COMMUNE DE CAYENNE

LIEU-DIT : " VENDOME "

PARCELLES BR 858, BR 859, BR 862, BR 866,  
BR 867, BR 870 et BR 871  
" Agence Régionale de Santé GUYANE "

Plan d'état des lieux

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

06/07/2018

ECHELLE : 1/250  
DOSSIER : 8475

ARS  
Agence Régionale de Santé  
Guyane

**ARS**

Agence Régionale de Santé  
Guyane

**ARS**

Agence Régionale de Santé  
Guyane



ECHELLE : 1/250  
DOSSIER : 8475

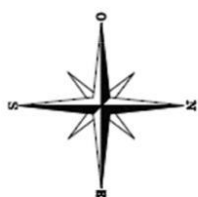
**ARS**

Agence Régionale de Santé  
Guyane

**ARS**

Agence Régionale de Santé  
Guyane

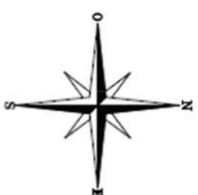
## PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE



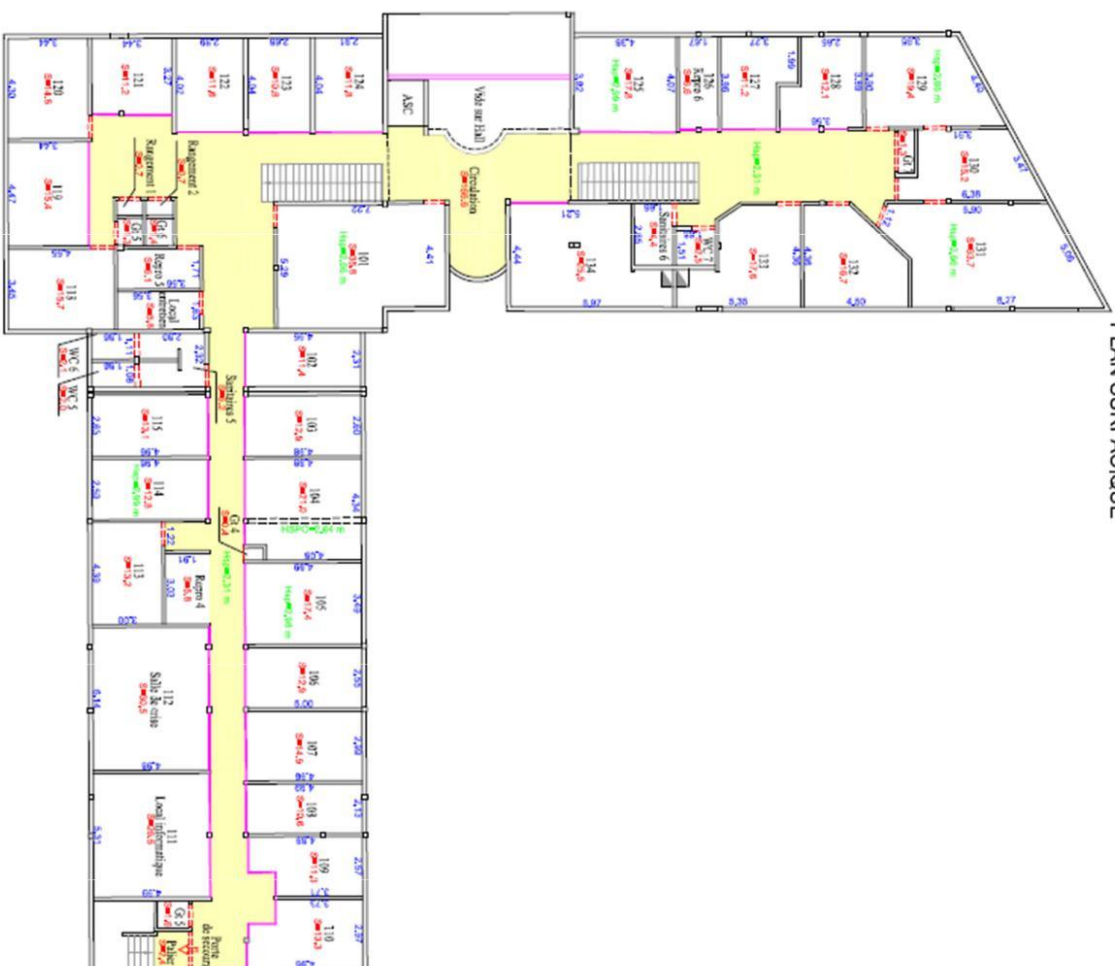
**SFG**  
Société  
d'études et de  
Représentations  
Graphiques  
Tel : 05 94 30 47 76  
185, Chemin CONSTANT Châteauneuf  
97334 PEURIE-MONTICLY

**ANGE Edc**  
Géomètres-Experts  
Edition du 11 JUILLET 2018

## PLAN SURFACIQUE



PLAN DU R+1



ECHELLE : 1/200  
DOSSIER : 8475



ANGE Eric  
Géomètres-Experts  
Edition du 11 JUILLET 2018